



CHAPITRE 53

Loi modifiant la Loi des cités et villes

[Sanctionnée le 31 juillet 1964]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233, a.
4, mod.

1. L'article 4 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 10°, les mots suivants "ou de possesseur avec promesse de vente de terres de la couronne".

Id., a. 30,
mod.

2. L'article 30 de la dite loi est modifié en insérant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot "quartiers", les mots "ou si le nombre de quartiers est inférieur au nombre d'échevins,".

Id., a. 48,
remp.

3. L'article 48 de la dite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, est de nouveau remplacé par le suivant:

Maire.

"48. Le maire est élu pour deux ans ou, suivant les paragraphes 8 et 9 de l'article 173, pour trois ans ou pour quatre ans, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

S.R.,
c. 233, a.
95, mod.

4. L'article 95 de la dite loi, modifié par l'article 4 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 49, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots, "banque ou caisse populaire" par les mots "banque, caisse

CHAPTER 53

An Act to amend the Cities and Towns Act

[Assented to 31st July 1964]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 4 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended by adding, at the end of paragraph 10, the following words "or as possessor of Crown Lands with a promise of sale".

R.S.,
c. 233, s.
4, am.

2. Section 30 of the said act is amended by inserting, after the word "wards" in the second line of the second paragraph, the words "or if the number of wards is less than the number of aldermen,".

Id., s. 30,
am.

3. Section 48 of the said act, replaced by section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 35, is again replaced by the following:

Id., s. 48,
replaced.

"48. The mayor shall be elected for two years, or, in accordance with subsections 8 and 9 of section 173, for three years or for four years, by the majority of the municipal electors who have voted."

Mayor.

4. Section 95 of the said act, amended by section 4 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 49, is again amended by replacing the words "bank or credit union" in the third line of the first paragraph by the words "bank, savings and credit union or

R.S.,
c. 233, s.
95, am.

d'épargne et de crédit ou compagnie de trust company".
fidéicommiss".

S.R.,
c. 233, a.
106a, aj.

5. La dite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 106, le suivant:

Estima-
teur per-
manent.

"106a. Au lieu de nommer annuellement des estimateurs, le conseil peut, après l'institution d'un bureau de revision du rôle d'évaluation, nommer un estimateur permanent.

Pouvoirs.

Cet estimateur a les mêmes pouvoirs et devoirs que des estimateurs nommés en vertu de l'article 106.

Destitu-
tion.

Sa destitution ou la réduction de son traitement est régie par l'article 69.

Supplé-
ant.

Lorsque l'estimateur permanent est dans l'incapacité d'agir, le conseil peut nommer un suppléant qui a les mêmes pouvoirs et devoirs."

S.R.,
c. 233, a.
173, mod.

6. L'article 173 de la dite loi, remplacé par l'article 8 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 45, est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 7, les mots "a alors pour effet de mettre fin à ce régime" par les mots "peut alors avoir pour effet de mettre fin à ce régime sans changer la date de l'élection";

Élection
partielle
le diman-
che.

b) en ajoutant les paragraphes suivants:
"10. Une élection pour remplir une vacance à la charge de maire ou d'échevin peut être tenue un dimanche même si l'élection générale n'est pas tenue ce jour-là dans la municipalité.

Disposi-
tions
mainte-
nues.

"11. Une disposition d'une charte qui abroge ou remplace le présent article n'exclut pas l'application des paragraphes autres que les deux premiers."

S.R.,
c. 233, a.
373, remp.

7. L'article 373 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Avis dans
le journal.

"373. Le conseil peut néanmoins décréter par résolution que la publication de l'avis public aura lieu par l'insertion de l'avis dans un journal français ou dans un journal anglais publié ou circulant dans la municipalité. Cette publication dispense de l'affichage.

Idem.

Dans une municipalité dont la population au dernier recensement général fait

5. The said act is amended by adding, after section 106, the following: R.S.,
c. 233, s.
106a, ad.

"106a. Instead of appointing assessors every year, the council may, after the establishment of a board of revision of the valuation roll, appoint a permanent assessor. Permanent assessor.

Such assessor shall have the same powers and duties as assessors appointed under section 106. Powers.

His removal or the reduction of his salary shall be governed by section 69. Removal.

When the permanent assessor is unable to act, the council may appoint a substitute who shall have the same powers and duties." Substitute.

6. Section 173 of the said act, replaced by section 8 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 45, is amended: R.S.,
c. 233, s.
173, am.

a. by replacing the words "shall then be to put an end to that system" in the fifth and sixth lines of subsection 7 by the words "may then be to put an end to that system without changing the date of the election";

b. by adding the following subsections:
"10. Any election to fill a vacancy in the office of mayor or alderman may be held on a Sunday even if the general election is not held on that day in the municipality. By-election on Sunday.

"11. Any provision of a charter that repeals or replaces this section shall not exclude the application of any of its subsections except the first two." Provisions safeguarded.

7. Section 373 of the said act is replaced by the following: R.S.,
c. 233, s.
373, re-
placed.

"373. The council may, nevertheless, order by resolution that the publication of the public notice shall be effected by the insertion of the notice in a French newspaper or in an English newspaper, published or circulating in the municipality. Such publication shall dispense with posting-up. Notice in newspaper.

In a municipality of which the population at the last general census taken by Idem.

par le gouvernement du Canada est de plus de 10,000 âmes, ce mode de publication est obligatoire.”

the Government of Canada is more than 10,000 souls, such mode of publication is obligatory.”

S.R.,
c. 233, a.
390, mod.

8. L'article 390 de la dite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots “quinze jours après le jour où ils ont été publiés” par les mots “le jour de leur publication”.

8. Section 390 of the said act is amended by replacing the words “fifteen days after publication thereof”, in the fifth line, by the words “on the day of the publication thereof”. R.S.,
c. 233, s.
390, am.

Id., a.
391, ab.

9. L'article 391 de la dite loi est abrogé.

9. Section 391 of the said act is repealed. Id., s. 391,
repealed.

Id., a.
427, mod.

10. La dite loi est modifiée en ajoutant, après le paragraphe 23° de l'article 427, le suivant:

10. The said act is amended by adding, Id., s. 427,
after paragraph 23 of section 427, the am.
following:

Compensation
pour
le service
d'égout;

“23a. Pour exiger une compensation pour le service d'égout, d'après un tarif qu'il juge convenable, de tout propriétaire ou occupant d'une maison ou d'un magasin ou autre bâtiment, que ceux-ci se servent des égouts ou ne s'en servent pas, pourvu que, dans ce dernier cas, le conseil leur ait signifié qu'il est prêt à amener l'égout, à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leur maison, magasin ou bâtiment respectif;”.

“23a. To require a compensation for the sewer service, in accordance with such tariff as it deems suitable, from every owner or occupant of a house or store or other building, whether the owner or occupant uses the sewers or not, provided that, in the latter case, the council has notified him that it is prepared to extend the sewer, at its own expense, to the line of the street opposite his house, store or building;”.

Compensation for
sewer
service;

S.R.,
c. 233, a.
428, mod.

11. Le deuxième alinéa du paragraphe 7° de l'article 428 de la dite loi, édicté par l'article 10 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 36, est remplacé par le suivant:

11. The second sub-paragraph of paragraph 7 of section 428 of the said act, enacted by section 10 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 36, is replaced by the following: R.S.,
c. 233, s.
428, am.

Plages publiques,
etc.

“Pour réglementer, pour fins de sécurité, les plages publiques et les piscines publiques ou privées et obliger toute personne exploitant une plage ou piscine publique à obtenir un permis annuel dont le coût n'excédera pas cinq dollars.”

“To regulate public beaches and public or private swimming-pools for safety purposes and to compel every person operating a public beach or swimming-pool to obtain an annual license the cost of which shall not exceed five dollars.” Public
beaches,
etc.

S.R.,
c. 233, aa.
476a et
476b, aj.

12. La dite loi est modifiée en insérant, après l'article 476, le titre et les articles suivants:

12. The said act is amended by inserting after section 476 the following title and sections: R.S.,
c. 233, ss.
476a,
476b, ad.

“21a. *Des travaux et services municipaux en commun*

“21a. *Municipal works and services in common*

Entente.

“**476a.** Sauf les cas autrement prévus par la loi, deux ou plusieurs municipalités, quelle que soit la loi qui les régit, peuvent, par règlement de leur conseil, conclure une entente pour l'exécution de travaux municipaux de toute nature ou pour l'organisation de services municipaux.

“**476a.** Saving the cases otherwise provided for by law, two or more municipalities, by whatever law governed, may by by-law of their councils enter into an agreement for the carrying out of municipal works of any kind or for the organization of municipal services. Agreement.

Location. **"476b.** Une municipalité peut louer sa machinerie à une autre municipalité, quelle que soit la loi qui la régit, et fixer un tarif de location par résolution de son conseil."

"476b. Any municipality may rent its machinery to another municipality, by whatever law governed, and fix a rental tariff by resolution of its council." Rental.

S.R., c. 233, a. 488, mod. **13.** L'article 488 de la dite loi, modifié par l'article 5 de la loi 7 George VI, chapitre 37, l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 53, l'article 7 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 19, et par l'article 19 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 49, est de nouveau modifié en remplaçant les six dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: "Le règlement peut en même temps décréter que, l'année alors prochaine, les machineries et accessoires placés avant son entrée en vigueur seront des immeubles imposables pour les deux tiers de leur valeur et, l'année suivante, pour un tiers. Un règlement adopté en vertu du présent article est irrévocable pendant la période n'excédant pas dix ans qui est fixée par ce règlement ou un règlement subséquent. Lorsque les machineries et accessoires ne sont plus des immeubles imposables, les estimateurs ne sont pas tenus de les évaluer."

13. Section 488 of the said act, amended by section 5 of the act 7 George VI, chapter 37, section 1 of the act 9 George VI, chapter 53, section 7 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 19, and by section 19 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 49, is again amended by replacing the last six lines of the second paragraph by the following: "The by-law may at the same time provide that, in the then next year, the machinery and accessories installed before its coming into force shall be taxable immovables for two-thirds of their value and, the following year, for one-third. A by-law passed under this section shall be irrevocable during such period, not exceeding ten years, as is fixed by the by-law or a subsequent one. When the machinery and accessories are no longer taxable immovables, the assessors are not bound to assess them." R.S., c. 233, s. 488, am.

Application. Le deuxième alinéa s'applique à toute cité ou ville même si sa charte exclut l'application du présent article."

The second paragraph shall apply to every city and town even if its charter excludes the application of this section." Application.

S.R., c. 233, a. 518, mod. **14.** L'article 518 de la dite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

14. Section 518 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Compensation pour le service d'égout. "La compensation pour le service d'égout et la taxe de l'eau mentionnées au paragraphe 23^a de l'article 427 et au paragraphe 4^e de l'article 442 sont assimilées à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elles sont dues."

"The compensation for the sewer service and the water-rate, mentioned in paragraph 23^a of section 427 and in paragraph 4 of section 442, are assimilated to a real estate tax imposed on the immovable in respect of which they are due." Compensation for sewer service.

S.R., c. 233, a. 521a, mod. **15.** L'article 521a de la dite loi, édicté par l'article 35 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est modifié en insérant, dans la douzième ligne, après le mot "taxe.", les suivants: "Lorsqu'il s'agit de lots qui sont situés à un carrefour ou qui ne sont pas rectangulaires, le conseil peut fixer l'étendue en front pour fin d'imposition, en tenant compte à la fois de l'étendue en front et de la superficie."

15. Section 521a of the said act, enacted by section 35 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 76, is amended by inserting after the word "tax." in the eleventh line the following: "In the case of lots that are situated at a street corner or are not rectangular, the council may fix the frontage for assessment purposes, taking into account both frontage and area." R.S., c. 233, s. 521a, am.

Id., a. 606, mod. **16.** L'article 606 de la dite loi est modifié en insérant, dans la première ligne,

16. Section 606 of the said act is amended by inserting, after the word

après le mot "peut", les mots "sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil".

S.R.,
c. 233, a.
607, remp.

17. L'article 607 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Avis
spécial.

"607. Un avis spécial de la requête aux fins d'obtenir l'autorisation prévue à l'article 606 doit être signifié à chaque propriétaire intéressé et cet avis doit indiquer qu'après trente jours la requête sera soumise au lieutenant-gouverneur en conseil et que toute opposition doit être adressée par écrit au ministre des affaires municipales dans ce délai."

S.R.,
c. 233, a.
609b,
mod.

18. L'article 609b de la dite loi, édicté par l'article 14 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 45, est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après les mots "fourniture de", les mots "matériel ou".

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 7 qui entrera en vigueur le 1er septembre 1964.

"not" in the first line, the words "without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council,".

17. Section 607 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233, s.
607,
replaced.
Special
notice.

"607. A special notice of the petition to obtain the authorization contemplated in section 606 must be served on each owner concerned and such notice shall state that after thirty days the petition will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council and that any opposition must be forwarded in writing to the Minister of Municipal Affairs within such delay."

18. Section 609b of the said act, enacted by section 14 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 45, is amended by inserting the words "equipment or" after the words "supply of" in the fourth line.

R.S.,
c. 233, s.
609b, am.

19. This act shall come into force on the day of its sanction, except section 7 which shall come into force on the 1st of September 1964.

Coming
into force.